

Pouvoir d'emprunt

étaient lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir en 1984.

L'effort de réduction du déficit entrepris par le gouvernement a également eu pour résultat que des programmes vitaux tels l'enseignement postsecondaire et la santé, qui sont financés en partie par l'État fédéral et en partie par les provinces, vont subir une réduction de crédits de deux milliards de dollars d'ici à 1990-1991.

Ma province, celle du Manitoba, a réussi assez bien au plan de la création d'emplois. Le taux de chômage a baissé au Manitoba malgré les réductions d'aide fédérale. Toutefois, la province se heurte maintenant à une série de choix très désagréables. Soit réduire ses programmes, soit accroître son déficit comme beaucoup d'autres provinces l'ont fait, soit alourdir la fiscalité provinciale. On nous dit qu'à un certain moment cet effort de réduction du déficit, pour lequel on a effectué tellement de compressions, va avoir pour effet d'annuler toutes les promesses faites par le gouvernement fédéral en 1984, avant les élections.

Parmi les promesses faites par le gouvernement, il y avait celle d'une réforme fiscale. Il devait rendre la fiscalité plus simple et plus juste. J'ai déjà mentionné qu'au cours de ses trois ans de pouvoir, le gouvernement a augmenté l'impôt sur le revenu, la taxe de vente, la taxe d'accise et les taxes sur le prix des services, ce qui fait que la famille moyenne paye maintenant 1 350 \$ de plus en impôts qu'en 1984. Le gouvernement n'a rien fait pour éliminer les échappatoires dont disposent les riches au niveau de l'impôt sur le revenu des particuliers ainsi que beaucoup de sociétés qui ont réalisé de forts profits.

A titre d'exemple, permettez-moi de signaler qu'en 1976, dans la tranche des revenus les plus élevés, il n'y avait que 24 personnes ne payant pas d'impôt sur le revenu. En 1983, le nombre des Canadiens ne payant pas d'impôt sur des revenus supérieurs à 200 000 \$ était passé à 259. Grâce aux renseignements que j'ai demandés, j'ai découvert qu'en 1981 les 239 personnes qui cette année-là n'avaient pas payé d'impôt sur le revenu avaient un revenu moyen s'établissant au chiffre effrayant de 615 000 \$. Et dire qu'il y a beaucoup de gens vivant sous le seuil de la pauvreté qui sont encore obligés de payer l'impôt sur le revenu. La taxe minimale devait censément mettre fin à ce parasitisme.

On nous répète sans cesse que le gouvernement va présenter prochainement un Livre blanc et nous expliquer comment il va nous doter d'une fiscalité équitable. Cependant, le gouvernement a ouvert toute grande aux riches les vannes en leur octroyant notamment une exonération d'impôt de 500 000 \$ sur les gains de capital et en portant à 15 000 \$ le montant qu'ils peuvent contribuer à un REÉR l'année où ils ne seraient pas tenus de payer l'impôt sur les revenus. Voilà des exemples de ce que le gouvernement a fait qui nous autorisent à croire qu'il n'est pas vraiment sérieux et que l'on ne nous soumettra vraisemblablement pas de propositions visant à rendre la fiscalité plus équitable.

Non seulement le gouvernement permet-il aux riches de s'en tirer sans avoir à payer leur juste part sous forme d'impôt sur le revenu, mais il laisse les entreprises en prendre à leur aise.

En 1950, les recettes du gouvernement fédéral provenaient en parts égales de l'impôt sur le revenu des sociétés et de l'impôt sur le revenu des particuliers. Or, à l'heure actuelle, nous constatons que les particuliers versent près de 45 p. 100 des recettes du gouvernement fédéral, alors que les sociétés ne contribuent plus que 20 p. 100. Nous constatons par ailleurs que la part des contribuables a augmenté de 20 p. 100, alors que celle des sociétés n'a pas augmenté du tout. Pourtant, le gouvernement ne force pas les entreprises à payer leur juste part des impôts.

Les actions privilégiées qui ont maintenant la faveur de bien des entreprises ne sont toujours pas imposées. Les intérêts découlant des mainmises, lesquels nécessitent toujours des emprunts massifs sans créer de nouveaux emplois, continuent d'être déductibles aux fins de l'impôt. Le gouvernement nous rappelle qu'il est intervenu pour mettre fin au scandale du crédit d'impôt à la recherche scientifique, alors même qu'il a permis à ceux qui avaient déjà formulé des demandes de toucher ce crédit d'impôt. Nous avons perdu ainsi non pas un milliard, mais plus de 3 milliards en impôts que ces entreprises auraient dû payer. Le gouvernement souhaite présenter aujourd'hui un tableau rassurant. Cependant, il manque de recettes, et il hésite à en trouver ou à en créer davantage. Afin de faire face au déficit, il vend des sociétés d'État utiles et rentables comme Téléglobe. Il existe des milliers de sociétés d'État aux niveaux fédéral et provincial. Les sociétés d'État n'ont pas été le fruit de l'imagination de quelques socialistes à tous crins. Quarante-vingt-quinze pour cent ou plus d'entre elles ont été établies par des gouvernements conservateurs, libéraux, créditistes et péquistes aux niveaux fédéral et provincial. Ces gouvernements ont agi ainsi, car ils ont constaté que les gens avaient certains besoins auxquels le secteur privé n'était pas disposé à répondre. Or, à l'heure actuelle, on vend ces sociétés sans songer aux raisons pour lesquelles elles ont été établies au départ et à leur utilité pour le pays.

● (1530)

J'ai déjà précisé comment le gouvernement fédéral se décharge de ses dettes sur les gouvernements provinciaux, ce qui accentue la stagnation régionale déjà aggravée par l'incapacité du gouvernement d'élaborer une politique régionale réalisable. On a proposé un certain nombre de mesures concrètes et utiles dont le besoin se fait sentir, mais le gouvernement a rejeté ces propositions de peur d'accroître le déficit.

La Fédération canadienne des maires et des municipalités a fait une recommandation fort utile lorsqu'elle a signalé que dans la plupart des villes canadiennes, l'infrastructure du centre-ville est dans un état lamentable. Il faut commencer à rebâtir les services et à rénover les vieux quartiers. Il est nécessaire de reconstruire les routes, les égouts, les ponts et le système d'eaux usées qui sont dans un état lamentable et qui se détériorent rapidement. La Fédération a estimé qu'il en coûterait 14 milliards de dollars pour procéder aux travaux de rénovation nécessaires, avant que nous ne soyons entraînés dans un cycle de réparations temporaires fort coûteuses. Elle a proposé l'élaboration d'un programme conjoint financé par les gouvernements fédéral et provinciaux et les municipalités.